

ALL. EDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - BIC/sm/is

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Presse und Info

Seite-Nr.

1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					

Wochentelex 13/86 V e r t r a u l i c h

Votation sur l'adhésion de la Suisse à l'ONU. Réactions à l'étranger:
 Le résultat du vote n'a, à l'exception de l'ampleur du rejet, pas suscité une grande surprise dans les MAE. En général nos représentations ont rencontré une grande compréhension de la part de leurs interlocuteurs, assortie toutefois dans de nombreux cas de regrets, voir de déception, ceci notamment dans les pays du tiers monde. Le regret est notamment dû au fait que le non à l'adhésion vient au moment où l'ONU doit faire face à de grandes difficultés.

Le Secrétaire général de l'ONU s'est montré très compréhensif. Son porte-parole a prononcé une déclaration dans laquelle il s'efforça d'éviter tout ce qui pourrait porter préjudice à la Suisse. Le Directeur général Suy à Genève s'est également montré très pondéré et s'est efforcé de dédramatiser la situation. L'on peut toutefois douter que cette bienveillance envers la Suisse soit unanimement partagée au sein du Secrétariat et dans les délégations auprès de l'ONU.

Alors que la presse dans les pays occidentaux, notamment chez nos voisins, a commenté assez largement ce référendum, la presse dans les pays du tiers monde s'est en général contentée de reprendre les

Letzte Zeile

84 150 000 23665

Datum: 24.3.86
 Tel. intern 30 53

Visum:

Dodis



III. CDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

brèves communications d'agences internationales. Si beaucoup d'articles témoignent d'une certaine compréhension et relèvent avec objectivité les particularités de notre système référendaire et le souci du peuple suisse de préserver la neutralité, nous trouvons aussi de nombreux commentaires critiques. Fermeture au monde extérieur, égoïsme national, orgueil et repli sur soi-même, réflexe de xénophobie, une politique de neutralité vécue comme un "complexe du hérisson", etc. furent des commentaires que l'on trouvait dans les médias, notamment européens. Aux Etats-Unis, les adversaires de l'ONU ont utilisé le référendum du 16 mars dans certains articles en faveur de leur argumentation.

Nous vous remercions vivement de toutes les informations transmises et restons intéressés par les réactions qui pourront encore être enregistrées dans les prochaines semaines.

UNESCO: Rencontre consacrée à échange de vues sur UNESCO s'est tenue à l'initiative de la Suisse en marge réunion annuelle Groupe de Genève 19 mars à Genève.

Etats-Unis et Royaume-Uni y ont participé en qualité d'observateurs. Troisième réunion de ce type, après celles de Genève (mars 1985) et de New York (septembre 1985), elle s'est déroulée sous présidence Ambassadeur Muheim et a été qualifiée d'utile par tous les participants.

Letzte
 Zeile

84 150 000 246/5

Datum: _____
 Tel. intern _____

Visum:

ALL. EDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Priorität <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Faktura <input type="checkbox"/>	Text erg. <input type="checkbox"/>	F.I. <input type="checkbox"/>
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash			

Absender Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Ceux-ci ont procédé à analyse de la situation actuelle à L'UNESCO et sont tombés d'accord que si l'on peut se montrer relativement satisfait des résultats obtenus à Sofia quant au contenu des programmes, il n'en va pas de même pour ce qui est de la gestion de L'UNESCO. Réformes décidées dans ce domaine ont été peu substantielles et semblent n'avoir été de surcroît que partiellement ou pas du tout appliquées.

En ce qui concerne l'avenir de L'UNESCO, participants ont convenu qu'il était essentiel de réfléchir dès maintenant à la direction que voulons imprimer à L'Organisation et aux grandes orientations qui devront déterminer son action jusqu'à la veille de l'an 2000 et qui prendront forme dans le prochain plan à moyen terme (1990-1996).

Succession de l'actuel Directeur général (DG), M. M'Bow, dont mandat exprie fin 1987, a constitué sujet de discussion principal, DG étant unanimement perçu comme obstacle majeur à toute amélioration véritable de la situation à L'UNESCO. Divergences sont apparues quant à tactique et timing à adopter dans questions succession DG. Après discusssion, délégations sont tombées d'accord sur fait qu'il fallait agir avec prudence et discrétion afin de ne pas faire apparaître M. M'Bow comme la cible d'une conspiration occidentale, ce qui pourrait déclencher réflexe de solidarité du tiers monde autour de sa personne. Quant a candidat idéal à la succession, aucun nom n'a été cité, mais intervenants ont considéré qu'il devrait s'agir de personnalité éminente, de haut niveau politique, possédant un

Letzte
 Zeile

84 150 000 24065

Datum: _____	Visum: _____
Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

incontestable rayonnement intellectuel et des talents de gestionnaire. Provenance géographique du candidat apparaît comme question secondaire, bien que certaine préférence semble se dégager en faveur de personnalités du tiers monde. L'idée d'un 'ticket' composé d'un homme politique comme DG et d'un gestionnaire comme DG adjoint a aussi été avancée, mais n'a pas rencontré un grand écho. Délégations ont jugé qu'il était indispensable d'engager d'ores et déjà des consultations avec pays du tiers monde en vue de préparer succession M'Bow. C'est ce que Ambassadeur Muheim compte faire à la mi-avril à la Nouvelle Delhi, en marge de la réunion du Bureau de coordination du mouvement des non-alignés au niveau ministériel.

Précisons enfin qu'au cours de son intervention, délégué américain a affirmé qu'en tout état de cause, changement de personne à la tête de l'UNESCO n'impliquerait pas retour Etats-Unis, qui ne pourra avoir lieu que lorsque situation aura été redressée au sein UNESCO.

Letzte
Zeile

84 150 000 23065

Datum: _____

Visum: _____

Tel. intern _____

Mit. EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

5

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Sitzung Genfer Gruppe

Diesjährige Sitzung der Genfer Gruppe (westliche Hauptbeitragszahler an UNO-System) fand vom 20. - 21. März statt; Leitung CH-Delegation: Botschafter Muheim. Im Zentrum standen von den USA unilateral angekündigte Beitragskürzungen aufgrund nationaler Gesetzgebung (Kassebaum-Amendment, Gramm-Rudman-Hollings-Legislation).

Amerikanischer Delegationsleiter Allen Keyes machte klar, dass die Beitragskürzungen mit wenigen Ausnahmen alle Organisationen des UNO-Systems betreffen werden, allerdings mit unterschiedlichen Prozentsätzen. Er stellte den amerikanischen Schritt als Pionierleistung zur Gesundung des Finanzgebarens des UNO-Systems dar. Uebrige Mitglieder - darunter auch die Schweiz - begrüsst zwar diese Zielsetzung, machten aber einhellig und in aller wünschbaren Klarheit auf die Gefahren für die multilaterale Zusammenarbeit aufmerksam, die in allen Gebieten drohen, wenn vertragliche Völkerrechtspflichten unilateral ausser Kraft gesetzt werden.

Der Aufruf zur Fristerstreckung, damit mögliche Lösungen durch Verhandlungen herbeigeführt werden können, stiess auf weitgehendes Unverständnis der USA, die auch nicht bereit waren, selber konkrete Massnahmen vorzuschlagen.

Obwohl amerikanische Beitragskürzungen de facto zu einem Rückgang

Letzte
Zeile

84 150 000 24665

Datum: _____

Visum:

Tel. intern _____

An: EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash

Absender	Seite-Nr.
<input type="text"/>	<input type="text" value="6"/>

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

der Budgetmittel der Organisationen führen werden, wurde bisherige Forderung nach realem Nullwachstum erneuert.

Tagung hatte dieses Mal somit politischeren Charakter als üblich und stellt äusserst nützlichen Gedankenaustausch im Hinblick auf Wiederaufnahme der Arbeiten der 5. Kommission der 40. UNO-Generalversammlung im April dar. Sie gab Botschafter Muheim zugleich Gelegenheit, Haltung der Schweiz nach Verwerfung UNO-Beitritt zu erläutern und unseren Willen, zur multilateralen Zusammenarbeit ausserhalb der Kern-UNO weiterhin aktiv beizutragen, unter Beweis zu stellen. Am traditionellerweise von der Schweiz offerierten Essen nahmen diesmal auch Spitzen der in Genf und Bern ansässigen UNO-Organisationen teil.

Letzte Zeile

1 150 000 2466:5

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

--

III. LDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

7

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE à Paris s'est réuni le 20 mars 1986 pour examiner l'effort et la politique d'aide de la Suisse. La délégation suisse était conduite par J.-F. Giovannini, de la DDA, et par M. Meyer, de l'OFAEE. Les délégations examinatrices étaient la Norvège et la Commission des Communautés Européennes.

Tout en reconnaissant les progrès réalisés depuis quelques années le Comité a néanmoins rappelé que l'aide de la Suisse demeure sensiblement inférieure à la moyenne du CAD en pourcentage du PNB (0.36 pour cent en 1984) et que, d'après les prévisions actuelles, elle continuera de rester en deça de cette moyenne dans le proche avenir. Il a recommandé que les autorités suisses envisagent d'adopter un plan à moyen terme pour les crédits d'aide avec l'objectif ferme d'atteindre dans un délai déterminé un volume d'aide qui reflète mieux la prospérité de l'économie suisse et la dimension des problèmes que doivent affronter les pays en développement. Le Comité espère que l'aide de la Suisse pourra ainsi retrouver la forte croissance qu'elle avait connue ces quelques dernières années. Il espère par ailleurs que les cantons et les communes accroissent encore leurs efforts dans le domaine de la coopération au développement.

Le Comité s'est félicité de la constance de la bonne qualité du programme d'aide de la Suisse. Les conditions financières de l'APD suisse restent très libérales. La majeure partie de l'aide est accordée sans restrictions d'achat, ce qui permet aux pays en dévelop-

Letzte Zeile

84 150 000 240x5

Datum:

Tel. intern

Visum:

ATL. EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

8

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

pement de recourir efficacement à la concurrence internationale par le biais de l'appel d'offres. La part des pays à faible revenu et des pays les moins avancés dans l'APD suisse est sensiblement supérieure à la moyenne du CAD, et l'aide aux pays d'Afrique subsaharienne s'accroît. Un intérêt croissant est porté aux efforts visant à favoriser la participation des femmes au développement, et les considérations environnementales sont prises en compte dans la mise en oeuvre du programme d'aide. Le Comité s'est félicité de l'importance accordée par la Suisse à la coordination de l'aide.

Urteil gegen zwei wegen Bombenanschlaege angeklagte Palaestinenser in Genf vom 19.3.: Nach Ansicht der Bundesanwaltschaft ist das Urteil (9 bzw. 5 Jahre) relativ mild ausgefallen, trotzdem sollten die am 13.3. gegenueber 43 Vertretungen erfolgten Sicherheitsanweisungen aufgrund gewisser Hinweise auf moegliche terroristische Reaktionen bis auf weiteres aufrechterhalten werden.

Muheim.

NNNN

Letzte Zeile

84 150 000 24665

Datum: _____

Visum:

Tel. intern _____

Teil II

UNO-Vertragsrechtskonferenz in Wien,
18. Februar - 21. März 1986

Am 21. März 1986 endete die Konferenz mit der Unterzeichnung der Schlussakte und der Auflegung zur Unterschrift der Konvention über das Recht der Verträge zwischen Staaten und internationalen Organisationen unter sich. Der Text entspricht im grossen ganzen den schweizerischen Vorstellungen, insbesondere enthält sie in einem Artikel über die friedliche Streitbeilegung einen Wortlaut, der dem Vorschlag entspricht, welchen die Schweiz zusammen mit Irland, Japan, Kolumbien, Mexico, Niederlande, Nigeria und Oesterreich eingebracht hat.

Gleichwohl hat die Schweiz die Konvention am 21. März nicht unterzeichnet, da sie noch nicht Vertragsstaat der Konvention über das Vertragsrecht von 1969 ist, die beiden Verträge jedoch in einem inneren Zusammenhang stehen.

Erfolgreiche Begegnung GIOTTOs mit HALLEY

Mit dem Vorbeiflug der europäischen Sonde GIOTTO im Abstand von nur rund 600 km am Kometenkern von HALLEY in der Nacht 13./14. März 1986 feierte die europäische Weltraumorganisation ESA einen ihrer grössten Erfolge. Im Gegensatz zu den beiden russischen Vega-Sonden, die einige Tage vor GIOTTO im Abstand von rund 10'000 km an HALLEY vorbeiflogen und bei denen 4 Instrumente bereits im Anflug nicht mehr einwandfrei funktionierten, arbeiteten bei GIOTTO die Instrumente aller 11 an Bord installierten Experimente im Moment der Annäherung absolut einwandfrei. Die Kamera übermittelte bis zum Moment des durch den starken Partikelbeschuss bedingten Uebertragungsabbruchs - rund 2 Sek. vor der grössten Annäherung und bei einer Distanz von nur rund 1'000 km - über 3'000 perfekte Aufnahmen höchster Auflösung vom Kometen, deren volle Aussagekraft erst nach einer speziellen Nachbehandlung in allen Aspekten erfasst werden kann. Auch die übrigen Experimente, nicht zuletzt die Massenspektrometer der Universität Bern, haben zur vollen Zufriedenheit gearbeitet, und die Auswertung all ihrer auf die Erde übermittelten Daten wird den Wissenschaftlern noch für Monate weitere neue Erkenntnisse vom Kometen HALLEY geben.

Bereits jetzt steht fest, dass die vor 36 Jahren vom amerikanischen Astronomen Fred Whipple aufgestellte Kometentheorie des "schmutzigen Schneeballs" durch GIOTTO bestätigt wurde, wobei der Kern von HALLEY zum überwiegenden Teil aus Wassereis, durchsetzt mit noch näher zu analysierenden Kohlenstoffverbindungen, besteht. Der kartoffelförmige Kern von HALLEY hat eine Ausdehnung von ca. 15 x 8 km.

Mit GIOTTO selbst, der durch den Partikelbeschuss ins Taumeln geraten war, konnte rund eine Stunde nach Vorbeiflug wieder dauernder Kontakt hergestellt werden, und es scheinen noch 4 Experimente weiterhin einsatzfähig zu sein; der Zustand der Kamera konnte bis jetzt noch nicht abschliessend beurteilt werden.

Mit 3 Bahnmanövern wurde nun erreicht, dass GIOTTO im Juli 1990 wiederum in der Nähe der Erde vorbeifliegen wird, und es wird bis zu jenem Zeitpunkt zu entscheiden sein, ob die Sonde anschliessend noch zu einem weiteren Kometen geschickt werden soll.

GIOTTO ist das erste interplanetare Wissenschaftsexperiment Europas und gleichzeitig die anspruchsvollste von 5 zum Kometen HALLEY geschickten Missionen. Dass es vom Start mit der europäischen ARIANE-Rakete bis zum Treffen GIOTTOs auf den Kometen HALLEY erfolgreich und mit Ausnahme der für Feinkorrekturen der Flugbahn benutzten Bahndaten der beiden sowjetischen Vega-Sonden von der ESA selbständig durchgeführt wurde, zeigt einmal mehr, dass Europa in Weltraumfragen mündig geworden ist.

OECD Tagung Exportkreditgruppe und Exportkreditarrangement, 11. - 14.3.1986

- Exportkreditgruppe

Gespräche mit Weltbank und Währungsfond über Wünschbarkeit verbesserter gegenseitiger Information über Problemländer wurden fortgesetzt, wobei autonome Entscheidungskompetenz nationaler ERG-Institute erhalten bleibt. Weltbank plant für Ende April/Anfang Mai Informationstagung zu diesem Problemkreis.

- Exportkreditarrangement (EKA)

Tagungsziel, im Hinblick auf OECD Ministerkonferenz 1986 in Erledigung des Ministerkonferenzauftrags 1985 Massnahmen zur besseren Transparenz und Disziplin im Bereich der gebundenen und teilweise ungebundenen Hilfe zu beschliessen, konnte nicht erreicht werden. Vertreter EG-Kommission verfügte über kein Verhandlungsmandat, erläuterte aber aufgrund bisheriger Brüsseler Verhandlungen sich abzeichnende Optionen. Diese kommen U.S.-Forderung nach substantieller Erhöhung des Grant elements (GE) weitgehend entgegen, sind aber mit Aenderung der GE-Berechnungsformel verknüpft. Derartige Aenderung würde es Hochzinsländern erlauben, Kreditqualität ausgedrückt als GE zu erhöhen, ohne dafür massgebende Kreditkonditionen zu verbessern. Niedrigzinsländer würden demgegenüber zu doppelter Leistung (Erhöhung sowie geänderte Berechnung des GE) gezwungen. Opposition erwuchs solcher Lösung innerhalb EG seitens NL und BRD, darüber hinaus von Japan, Oesterreich und Schweiz. Nachdem sich Teilnehmer nicht auf gemeinsame Berichtspunkte einigen konnten, wird Präsident Wallen Ministerkonferenz in eigener Verantwortung Bericht vorlegen. Schweiz tendiert auf Massnahmenpaket, das konkrete Fortschritte beinhaltet, ohne Konzessionsbereitschaft einzelner Teilnehmer zu strapazieren. Elemente solcher Lösung wären Abschaffung von Zinssubventionen an Kat.I-Länder (Pro-Kopf-Einkommen über \$ 4000) sowie Erhöhung GE für ärmste Länder auf 50 und für sämtliche übrigen Länder auf 30 Prozent. Teilnehmer haben Peter Saladin, Vizepräsident BAWI, zu einem Vizepräsidenten gewählt, was uns Zugang zu Gesprächen in engerem Kreis um Präsident Wallen bringt.

Wirtschaftsgespräche Jugoslawien

Am 17. und 18. März führte Botschafter Lévy in Belgrad Wirtschaftsgespräche mit Mitgliedern der Bundesregierung (Bundesminister Kovacevic, zuständig für die Gesamtkoordination der jugoslawischen Auslandsbeziehungen, und Finanzminister Klemencic), hohen Beamten des Aussen-, Aussenhandels- und Industrieministeriums sowie Vertretern der jugoslawischen Bundeswirtschaftskammer. Der Besuch fand - trotz der kürzlichen gegenseitigen Ausweisung von Diplomaten - in einer betont freundschaftlichen Atmosphäre statt und war vom offensichtlichen Bestreben der jugoslawischen Seite geprägt, negative Auswirkungen dieses Vorfalls auf die bestehenden Wirtschaftsbeziehungen zu verhindern.

Hinsichtlich der jugoslawischen Wirtschaftspolitik wurde die feste Absicht der Regierung unterstrichen, am Stabilisierungsprogramm festzuhalten und dessen - bisher nur schleppende und z.T. inkonsistente - Implementierung voranzutreiben. Die in der zweiten Maihälfte ihr Amt antretende neue Regierung solle auf einer weitestgehend bereinigten Gesetzesbasis die wichtigsten Wirtschaftsziele dieses Jahres (Senkung der Inflation, Erhöhung der Exporte in den konvertiblen Währungsbereich und der Produktion, Hebung des Lebensstandards) angehen können.

Zur Basisbereinigung zähle auch der erfolgreiche Abschluss der Umschuldungsverhandlungen mit den Regierungen. Jugoslawien erwarte ein mehrjähriges Abkommen (myra), welches sich - analog zur Vereinbarung mit den Banken - auf eine "enhanced monitoring"-Prozedur des IWF abstütze. Ziel und Inhalt der Tagung unter schweizerischem Vorsitz vom 14. April in Genf wurden mit Klemencic besprochen.

Entgegenkommen erwarte man auch von der EG und der EFTA. Nur mit einem weiteren Abbau des Handelsungleichgewichtes mit diesen Partnern - und zwar durch jugoslawische Exportsteigerungen und nicht durch Importdrosselungen - könne der Schuldendienst und der weitere (notwendige) Import moderner Technologie aus diesen Staaten sichergestellt werden. Auch mit Bezug auf die neuen GATT-Verhandlungen erwarte man eine vollumfängliche Bestätigung der Präferenzbehandlung der Entwicklungsländer, die

umfassende Realisierung des Arbeitsprogramms von 1982 und eine Rückführung des Textilhandels in den normalen GATT-Rahmen. Fragen des Dienstleistungsverkehrs sollten dagegen ausserhalb, d.h. in einer speziellen Konferenz behandelt werden. Als europäisches Land suche Jugoslawien auch seinen Platz in EUREKA, wobei eine bloss pragmatische Mitwirkungsmöglichkeit jugoslawischer Unternehmungen nicht zu befriedigen vermöge, sondern eine formelle Anerkennung Jugoslawiens als gleichberechtigter Teilnehmer angestrebt werde.

Auch im bilateralen Wirtschaftsverkehr mit der Schweiz strebt Jugoslawien - durch erhöhte Exporte - eine ausgeglichene Handelsbilanz an. Neben dem reinen Handel möchte man aber vor allem die industrielle Kooperation sowie die Kooperation auf Drittmärkten fördern. Diesbezüglich sei man bestrebt, durch Novellierung hinderlicher Vorschriften und Intensivierung der Information günstige Rahmenbedingungen zu schaffen.

OECD-Handelskomitee-(Sitzung vom 17./19. März, Schweizerischer Delegationschef Botschafter Blankart): Der Bericht für die kommende OECD-Ministerkonferenz vom 17./18. April über "Handelsliberalisierung und Widerstand gegen der Protektionismus" wurde finalisiert. Einem Mandat der OECD-Ministertagung 1985 folgend hat das Handelskomitee versucht, ein konkretes Rollback-Aktionsprogramm zu erarbeiten, das jedoch nur in Ansätzen verwirklicht werden konnte. Der Bericht stellt nun fest, dass der 1985 von den Ministern ebenfalls unterstützte Standstill im wesentlichen eingehalten werden konnte. Die neue GATT-Runde wird sehr nachdrücklich unterstützt. Es ist alles zu tun, um ihre effektive Lancierung im September 1986 zu ermöglichen. Sie soll eine Stärkung des multilateralen Handelssystems (systemische Reform, Ausdehnung des Geltungsbereichs, Verbesserung der Anwendung) und eine weitere Liberalisierung des Welthandels bringen. Die Lockerung und der Abbau der Handelsrestriktionen der letzten Jahre wird ein wichtiges Ziel bleiben. Die OECD-Länder sind überdies bereit, an der Formulierung eines Standstills im GATT zu Beginn der neuen Runde mitzuwirken. In der OECD selbst soll die letztjährige Standstill-Verpflichtung bekräftigt und das Rollbackziel in allgemeiner Weise bestätigt werden. Das OECD-Handelskomitee kann einen nützlichen Beitrag leisten in der Analyse der sich in der neuen Runde stellenden Probleme.

Ernennung im BAWI

Der Bundesrat hat auf den 1. August Herrn Dr. Mario Corti zum neuen Delegierten für Handelsverträge im BAWI gewählt. Herr Corti ist gegenwärtig Direktor und Stellvertreter des Vorstehers des III. Departements der Schweizerischen Nationalbank. Er wird als stellvertretender Direktor des BAWI das Pflichtenheft von Herrn Sieber übernehmen, der seit 1. März das Bundesamt für Konjunkturfragen leitet, und den Titel eines Botschafters tragen.

Muheim.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 24. März 1986

Informations- und Pressedienst

i.A.22.14.7.3.-BIC/1s/sm

So 25. März 86 12

Interne Verteilerliste

Betrifft: Wochentelex 13/86

VERTRAULICH

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard	JL
	Herr Erard	ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Loréтан	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz	MA
	Herr Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ritter	RR
	Herr Wyss	WS
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz	FA
	Herr Faivet	FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca	PIA
	Herr Fetscherin	FN
	Herr Faessler	FCH
	Herr de Dardel	DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Wipfli	WIP
	Herr Boillat	BA
	Herr Strauch	STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Wyttenbach	WH
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler	GH
	Kanzlei	Ei 101
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim	MF
	Minister Uhl	UL
	Minister Staehelin	?
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Frau Pauli	PS
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth Herr Indermühle Herr Baumgartner Herr Ruf Herr Bodenmüller	WER IND BAG RG BOD
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals		
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Killias	KC
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Sunier	SQ
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr	
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève
35 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

1.A.22.14.7.3. - BIC/1s/sm

Sa 25. März 86 12

V E R S A N D L I S T EBetrifft: Wochentelex 13/86VERTRAULICHDIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan		New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra		Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing		Rabat
Beirut	Kinshasa	Riad
Belgrad	Kopenhagen	Rom
Berlin DDR	Kuala Lumpur	San José
Bogota	Kuwait	Santiago de Chile
Bonn	Lagos	Singapur
Brasilia	La Paz	Sofia
Brüssel	Lima	Stockholm
Brüssel / Mission	Lissabon	Strassburg / Europarat
Budapest	London	Söul
Buenos Aires	Luanda	Tananarive
Bukarest	Luxembourg	Teheran + Fremde Inter.
Canberra	Madrid	Tel-Aviv
Caracas	Manila	Tokio
Colombo	Maputo	Tripolis
Conakry	Mexico	Tunis
Dakar	Monrovia	Warschau
Damaskus	Montevideo	Washington
Dar es Salaam	Moskau	Wellington
Den Haag	Nairobi	Wien
Dhaka	New Delhi	Yaoundé

GENERALKONSULATE:

Hong Kong
Mailand
München
New York
Frankfurt

Genf / IO

95 Vertretungen
+ 5 Generalkonsulate

100 total

=====